



PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DIPP-Bicpe/NP

**Arrêté préfectoral complémentaire donnant acte de
l'étude de dangers actualisée du site exploité par la
Société BRUNEL CHIMIE DERIVES située à
HELLEMMES-LILLE**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de l'ordre national de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles R. 512-9 et R. 512-31 ;

Vu la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

Vu les décisions préfectorales relatives aux activités exercées par la société BRUNEL CHIMIE DERIVES, dont le siège social est 6, rue Jacquard BP 14 – 59260 HELLEMMES, concernant son établissement d'HELLEMMES sis à la même adresse, et notamment :

- l'arrêté préfectoral du 17 avril 1992 autorisant la poursuite de l'exploitation du site ;
- l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2003 réglementant le fonctionnement de la tour aéro-réfrigérante ;

.../...

Vu le courrier du Préfet en date 15 février 2008 demandant à la société BRUNEL CHIMIE DERIVES de réaliser une étude de dangers complète de l'usine d'HELLEMMES compte tenu des modifications apportées par rapport à l'arrêté d'autorisation d'exploiter d'origine ;

Vu l'étude de dangers KALIES - KA08.04.002 du 8 juillet 2008 modifiée le 4 mai 2010 ;

Vu la réunion entre la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'exploitant le 31 août 2010 ;

Vu le document KALIES en date du 3 septembre 2010 concernant la mise à jour du calcul du dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure (D9) et la mise à jour du calcul du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction ;

Vu l'avenant à l'étude de dangers « KALIES - KA08.04.002 modifiée le 4 mai 2010 » en date du 20 octobre 2010 ;

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 27 octobre 2010 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 14 décembre 2010 ;

Considérant que l'environnement sensible du site impose la réalisation complète des mesures de maîtrise des risques proposées dans l'étude de dangers sus-visée ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1.- OBJET

La société BRUNEL CHIMIE DERIVES dont le siège social est situé 6, rue Jacquard - 59260 HELLEMMES, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté préfectoral pour la poursuite de l'exploitation de ses installations situées à la même adresse sur le territoire de la commune de HELLEMMES.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs sont complétées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 2.- DONNÉ ACTE DE L'ÉTUDE DE DANGERS

Il est donné acte à la société BRUNEL CHIMIE DERIVES, ci-après dénommée l'exploitant, de la mise à jour de l'étude de dangers de son établissement situé 6, rue Jacquard à HELLEMMES.

Cette étude est constituée des documents recensés dans le tableau ci-dessous :

Intitulé	Version
ETUDE DE DANGERS KALIES KA08.04.002	04/05/10
KALIES – Mise à jour du calcul du dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure (D9) et mise à jour du calcul du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (D9A)	03/09/10
KALIES – Avenant à l'étude de dangers KA08.04.002 modifiée le 4 mai 2010	20/10/10

Les installations et leurs annexes exploitées sur le site d'HELLEMMES sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant, et notamment l'étude de dangers et ses compléments sus-visés.

.../...

ARTICLE 3.- ACTUALISATION DES VOLUMES D'ACTIVITÉ

La liste des installations classées figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 17 avril 1992 est remplacée par la liste suivante :

Désignation de la rubrique	Caractéristiques des installations	N°	AS/AE/DC/D/NC
Détergents et savons (fabrication industrielle de ou à base de) La capacité de production étant : a) supérieure ou égale à 5 t/j	Capacité maximale journalière : 30 t/j Capacité maximale annuelle de production : 2000 t/an	2630	A
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	Capacité totale équivalente (Céq) : 97,5 m³ dont - matières premières Céq 49,5 m ³ - semi-finis Céq 11 m ³ - produits finis Céq 37 m ³	1432-2b)	D
Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) A. Installations de simple mélange à froid : Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : b) supérieure à 5 t, mais inférieure à 50 t	32,19 tonnes	1433-Ab)	D
Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) B. Autres installations Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : b) supérieure à 1 t, mais inférieure à 10 t	9 tonnes	1433-Bb)	D
Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure ou égale à 20 000 m ³	1400 m³	1530-3	D
Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2270 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance thermique totale 2,044 MW : - 1 chaudière gaz naturel 1,95 MW - 2 chaudières gaz naturel de 0,047 MW chacune	2910-A2	D
Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) 1. Lorsque l'installation n'est pas du type " circuit primaire fermé : b) la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2 000 kW	Tour de refroidissement d'air pour l'évaporateur des eaux usées Puissance thermique évacuée 348,8 kW	2921-1b)	D
Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. 1. substances et préparations solides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 200 t b) supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 200 t c) supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	Quantité totale susceptible d'être présente : 100 kg	1131-1	NC

Désignation de la rubrique	Caractéristiques des installations	N°	AS/AE/DC/D/NC
<p>Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol.</p> <p>2. substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 200 t</p> <p>b) supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 200 t</p> <p>c) supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p>Quantité totale susceptible d'être présente : 9 kg de dichlorvos Techni 97/98</p>	1131-2	NC
<p>Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p> <p>3. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	19,5 tonnes	1172	NC
<p>Dangereux pour l'environnement -B-, toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 t</p> <p>2. Supérieure ou égale à 200 t mais inférieure à 500 t</p> <p>3. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p>	80 tonnes	1173	NC
<p>Organohalogénés (emploi de liquides) pour la mise en solution, l'extraction, etc., à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 et du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564.</p> <p>La quantité de liquides organohalogénés susceptible d'être présente étant :</p> <p>1. supérieure à 1500 l</p> <p>2. supérieure à 200 l, mais inférieure ou égale à 1500 l</p>	<p>180 litres (monochlorobenzène)</p>	1175	NC
<p>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de), à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques de la nomenclature :</p> <p>Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar (stockages réfrigérés ou cryogéniques) ou sous pression quelle que soit la température</p> <p>2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 50 t</p> <p>b) supérieure à 6 t, mais inférieure à 50 t</p>	<p>700 kg :</p> <ul style="list-style-type: none"> 20 bouteilles de propane de 13 kg chacune 440 kg de butane contenu dans les aérosols 	1412-2	NC
<p>Bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieure à 20 000 m³</p> <p>2. supérieure à 1 000 m³ mais inférieure ou égale à 20 000 m³</p>	<p>Quantité maximale susceptible d'être présente : 400 m³</p>	1532	NC
<p>Acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, formique à plus de 50%, nitrique à plus de 20% mais à moins de 70%, phosphorique à plus de 10%, sulfurique à plus de 25%, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. supérieure ou égale à 250 t</p> <p>2. supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t</p>	<p>18 tonnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 13 t d'acide chlorhydrique 5 t d'acide phosphorique 	1611	NC

Désignation de la rubrique	Caractéristiques des installations	N°	AS/A/E/ DC/D/NC
Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) B. Emploi ou stockage de lessives de Le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure à 250 t 2. supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	11 tonnes : <ul style="list-style-type: none"> Lessive de soude : 5 tonnes Solution de soude caustique : 6 tonnes 	1630-2	NC
Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) supérieur ou égal à 80 000 m ³ b) supérieur ou égal à 10 000 m ³ , mais inférieur à 80 000 m ³ c) supérieur ou égal à 1 000 m ³ , mais inférieur à 10 000 m ³	800 m³	2663-2	NC
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, 1. comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant : a) supérieure à 300 kW b) supérieure à 20 kW, mais inférieure ou égale à 300 kW 2. dans tous les autres cas : a) supérieure à 500 kW b) supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	Puissance totale absorbée 37,7 kW dont : - 1 groupe frigorifique 2,2 kW fonctionnant au fréon type R22 - 1 compresseur d'air 30 kW - 1 compresseur d'air 4 kW - 1 compresseur d'air 1,5 kW	2920	NC
Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW .	22,4 kW	2925	NC

ARTICLE 4.- SURVEILLANCE DES PERFORMANCES DES MESURES DE MAITRISE DES RISQUES

Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans l'étude de dangers visée dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action.

Les paramètres relatifs aux performances de ces mesures de maîtrise des risques sont définis et suivis, leurs dérives détectées et corrigées, dans le cadre des procédures du système de gestion de sécurité de l'exploitant.

L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés dans le paragraphe précédent, notamment :

- les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques ;
- les résultats de ces programmes ;
- les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques.

.../...

Le tableau ci-dessous récapitule la liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) retenues selon les fonctions importantes pour la sécurité associées :

Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Fonction de sécurité associée	Caractéristiques de la MMR	Tâches organisationnelles pour assurer les performances de l'élément IPS
Formation du personnel au poste de travail	Prévention du risque incendie, d'explosion, de déversement accidentel	Assurance qualité de la formation du personnel	Renouvellement régulier du CACES (tous les 5 ans) avec examen - Test en situation d'urgence
Contrôle visuel par le personnel	Éviter toute source d'ignition	Assurance qualité de la formation du personnel	Réalisation d'exercices en situation d'urgence - Contrôle du personnel
Permis de feu Plan de prévention	Prévention du risque incendie, d'explosion, de déversement accidentel	Procédures couvrant l'ensemble des opérations en fonctionnement normal ou anormal des installations	Formation du personnel et recyclage
Contrôle annuel des installations électriques	Éviter toute source d'ignition	Chargé de suivi des vérifications périodiques Réalisation d'un plan d'actions de maintenance des installations	Planning des interventions de contrôle
Formation sécurité	Prévention du risque incendie, d'explosion, de déversement accidentel	Assurance qualité de la formation du personnel	Formation sécurité à l'embauche Audit régulier de contrôle et actions correctives
Paratonnerre	Prévention du risque foudre	Matériel reconnu conforme aux normes en vigueur	Analyse du risque foudre (ARF)
Détection et défense incendie et personnel formé aux moyens de défense incendie	Limiter les effets d'un incendie	Équipement de détection et de défense incendie conforme à la réglementation Ressources en eau disponibles pour la défense incendie du site : 300 m ³ pour un incendie de 2 heures	Vérification périodique des équipements (y compris relevé du débit disponible sur l'hydrant situé rue Blériot) Cahier de suivi
Murs REI 120	Limiter les effets d'un éventuel incendie	- bâtiment de stockage d'emballages et de matières premières : façades A,B,D - bâtiment de stockage de produits finis : façades B et C - bâtiment annexe de production et de conditionnement : façade C des ateliers n° 1 et 2, façades C et D de l'atelier annexe - parc à fûts : façade C - bâtiment principal de fabrication et de conditionnement : façade A du rez-de-chaussée, 1 ^{er} étage, façades A et D du 2 ^{ème} étage	/
Rétention globale site	Prévention de la pollution des eaux et des sols	Zone imperméable avec vanne d'obturation du réseau d'assainissement Rétention suffisamment dimensionnée pour recueillir l'ensemble des eaux d'extinction (414 m ³)	Entretien régulier des vannes d'obturation et du réseau d'assainissement

.../...

ARTICLE 5.- ACTUALISATION DES PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MESURES DE PRÉVENTION ET PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Les dispositions de l'article 8 – MESURES DE PRÉVENTION ET PROTECTION CONTRE L'INCENDIE de l'arrêté préfectoral du 17 avril 1992 sont complétées par les dispositions suivantes.

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la disponibilité d'un volume d'eau nécessaire à la défense incendie de 300 m³ utilisable en deux heures.

A cet effet, le débit sous un bar de pression de l'hydrant situé à moins de 100 mètres des installations, rue Blériot, doit être relevé au moins une fois par an. La vérification sera consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant dispose a minima d'une réserve d'eau de 30 m³ protégée contre le gel et accessible en permanence aux services de secours.

ARTICLE 6.- ÉCHÉANCIER DES MESURES À METTRE EN ŒUVRE

L'exploitant réalise les actions suivantes aux échéances fixées à compter de la notification du présent arrêté :

Mesures compensatoires	Échéance
Murs rendus REI 120 - façades A, B, et D du bâtiment de stockage et d'emballage de matières premières - façade A du rez-de-chaussée du bâtiment principal de fabrication et de conditionnement - façades A et D du 2 ^{ème} étage du bâtiment principal de fabrication et de conditionnement	6 mois
Défense incendie réserve d'eau incendie sur le site de 30 m ³ accessible en permanence aux services de secours	6 mois

Les autres Mesures de Maîtrise des Risques citées à l'article 4 sont applicables sans délai.

ARTICLE 7.- ANALYSE DU RISQUE Foudre (ARF)

L'exploitant est tenu d'adresser à M. le Préfet du Nord dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, une analyse du risque foudre (ARF) réalisée par un organisme compétent et conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

ARTICLE 8. – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

.../...

ARTICLE 9. EXECUTION ET NOTIFICATIONS

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Madame le maire de LILLE,
- Monsieur le maire-délégué d'HELLEMMES,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies d'HELLEMMES et de LILLE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,

Fait à Lille, le

2 MAR. 2011

Le préfet,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général Adjoint,

Yves de Roquereau,

